

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 26 (1989)
Heft: 974

Rubrik: Interview

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La passion d'un homme de presse

(jd/pi) Lorsque François Gross quittera son poste de rédacteur en chef de *La Liberté*, le 1^{er} juillet 1990, il aura passé plus de vingt ans à la tête de ce journal. Il a su, durant cette période, rendre une crédibilité au titre qu'il dirige et qui portait alors le peu envié surnom de «La Menteuse», en raison de ses liens avec le parti politique majoritaire. De Fribourg, François Gross a aussi pu aiguïser son regard sur la Suisse et sur la presse romande. La ville où coule la Sarine est en effet un pont entre les cultures romande et alémanique. Elle possède aussi l'avantage de ne pas être située au bord du Léman, où les gens ont parfois tendance à considérer que, passé le Mont-Pèlerin ou le Chalet-à-Gobet, la Suisse n'est plus constituée que de quelques sous-préfectures sans intérêt. François Gross parle comme il écrit: avec un langage à la fois précieux et précis, sans grandes précautions oratoires. Nous vous livrons ci-dessous l'entretien que nous avons eu avec lui.

— Il y a une vingtaine d'années, les journaux régionaux craignaient la concurrence des quotidiens de Genève et de Lausanne. Or, on constate aujourd'hui que seuls quelques regroupements à petite échelle ont eu lieu, mais que les titres cantonaux tiennent le cap et gagnent même en importance. On a aussi constaté une autre évolution positive: les quotidiens se sont peu à peu dégagés de liens, privilégiés sans être institutionnels, qu'ils entretenaient avec des partis politiques. Comment avez-vous vécu cette évolution?

— Je pense en effet que l'on a surestimé il y a vingt-cinq ans l'attrait exercé sur les lecteurs des cantons dits périphériques pour ce qu'on appelait ici «la presse de l'extérieur» car, en Suisse romande, l'attachement au canton — et par conséquent au journal cantonal — est très fort. Et finalement, *La Liberté* a profité de sa situation de monopole parce que n'ayant pas eu à racheter de titres ou à lutter contre eux, elle a pu concentrer tous ses efforts dans la promotion d'un quotidien fribourgeois de langue française de qualité. Ce développement s'est d'ailleurs fait en contradiction avec les théories du directeur d'alors de Publicitas, qui encourageait les journaux régionaux à abandonner leur partie étrangère, voire nationale, pour devenir des journaux uniquement régionaux. Exemples: *L'Est vaudois* et

Vevey Riviera, qui ont abandonné des rubriques entières, ou *L'Express* actuellement, qui donne la priorité à la locale. Nous avons pris un pari contraire, considérant que le public fribourgeois devait avoir une bonne information locale, mais devait aussi, par son journal local, retrouver la Suisse et le monde, sans être obligé de souscrire deux abonnements. Le premier pari était donc que le journal fût le plus complet possible. Le deuxième pari consistait évidemment à rendre une crédibilité au journal et à mettre en cause les liens que nous avions avec le parti conservateur-chrétien, devenu PDC depuis, et qui entachaient notre réputation. Il y avait d'ailleurs entrave à l'information: on pouvait dire que M. Nixon était une fripouille s'agissant du Watergate, mais dès qu'une personnalité locale était en cause, c'était le refrain «Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil». Nous avons donc dû apprendre à traiter l'information locale avec le plus d'indépendance possible. Cette distance d'avec les partis politiques n'empêche pas certains titres de se trouver dans des mouvances, dans des familles d'esprit, comme *La Liberté* se trouve dans une mouvance catholique en marge de la démocratie chrétienne. Nous avons, dans cette évolution, profité de l'influence du *Blick*, qui a été le premier quotidien en Suisse à n'être pas imprimé à son lieu de rédaction et à

traiter les événements de la même façon, quel que soit le canton où ils se produisent. Le *Blick* nous a petit à petit délivré de ce tabou qui voulait que l'on taise certaines informations locales, pour ne pas risquer de toucher telle ou telle personne. Cela dit, l'investigation sur le plan local reste très difficile.

— Ces nombreux titres cantonaux ne font-ils finalement pas double-emploi avec la radio et la télévision, en ce sens qu'ils consacrent encore une place importante à l'information brute nationale et internationale, information que le lecteur a déjà entendue ou vue à la radio ou à la télévision?

— Nous avons essayé d'y remédier par nos colonnes «En bref» où le lecteur retrouve les informations qu'il a entendues durant la journée à la radio ou à la télévision. Mais les *copy-tests* que nous avons fait deux années de suite nous ont appris que le lecteur désirait trouver dans son journal confirmation de ce qu'il avait entendu. Une évolution se produit pourtant et on devrait bientôt pouvoir sortir un journal à deux vitesses, avec une colonne télégraphique d'une part, des enquêtes et des commentaires d'autre part.

— Ce sont la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) et le *Journal de Genève* qui illustrent le mieux cette tendance. Par rapport à l'actualité internationale, ils font un travail important de mise en perspective et de commentaire en retrait de l'actualité directe.

— Je constate que pour ce qui est du nombre de lecteurs ou du tirage, le *Journal de Genève* et la *NZZ* sont en progression. Donc à côté de la fulgurante percée du *Matin*, parcouru rapidement, fait de titres et d'images, les journaux qui choisissent ce créneau de l'approfondissement pour permettre au lecteur de mieux suivre l'information du jour ont un avenir. On remarque aussi que la *NZZ* — cette espèce de fusée à étages très largement ouverte sur le monde, très bourgeoisement ouverte sur la Suisse et très étroitement fermée sur le radicalisme zurichois au plan cantonal — a conquis un très grand public en Suisse alémanique et au-delà, précisément parce que ses cahiers internationaux et suisses donnent une ouverture que l'on ne trouve guère ailleurs.

Lorsque *La Liberté* atteindra les 38'000 exemplaires — on en est actuellement à 35'000 — on aura à peu près fait le plein de ce canton et il faudra faire un choix: essayer d'être en Suisse romande, même comme quotidien fribourgeois, un journal de référence de mouvance catholique. L'éditeur est naturellement tenté par un calcul plus mercantile — il est influencé par la publicité —, à savoir occuper au mieux notre terrain, qui correspond à une «région publicitaire», et ne pas s'occuper du reste.

— *Mais est-ce qu'il n'y a pas un certain gaspillage à vouloir diffuser un journal cantonal au-delà de ses frontières naturelles? La solution n'est-elle pas plutôt à chercher dans la création d'un véritable quotidien romand?*

— On peut aussi imaginer une formule avec un quotidien romand de référence à l'intérieur duquel le quotidien local serait encarté. Mais cela demande des réformes mentales énormes. On constate que les correspondants de la radio et de la télévision dans les cantons ont affaire à des gens qui sont à Genève et à Lausanne et qui n'arrivent pas à comprendre les problèmes des autres cantons. Ce handicap se retrouverait certainement avec un quotidien romand, et l'on a beaucoup de peine à trouver des personnes qui «pensent romand».

— *Pour créer ce journal de référence, éventuellement en collaboration avec des journaux cantonaux, il y a le problème des moyens; la NZZ peut entretenir un nombre impressionnant de correspondants. Mais ce n'est pas le seul problème, car 24 Heures, qui a tout de même des moyens importants, ne se lance pas dans ce créneau. N'y a-t-il pas aussi la question des ressources humaines qui entre en ligne de compte, de la qualité du capital humain à disposition?*

— Il faut s'arrêter sur le cas de la NZZ: il y a d'abord un directeur qui est un ancien journaliste et qui a conscience de la spécificité du produit qu'il dirige. Or en Suisse romande, à de rares exceptions près, nous constatons que les journaux sont aux mains d'éditeurs familiaux ou de managers, dont certains très avisés, mais dont d'autres sont des épiciers imprimeurs, qui n'ont pas une culture de gens de presse. Le journal est la vache à

lait qui alimente une imprimerie, une radio, d'autres journaux, etc. La NZZ a fait le pari de réinvestir les bénéfices du journal dans le journal. Et c'est sur ce point notamment que je me suis trouvé en désaccord avec mon éditeur, quand il a choisi de jouer un rôle important au sein de Radio Fribourg. Or les bénéfices d'un journal doivent être réinvestis dans une véritable amélioration du journal, sur la base d'un projet d'entreprise de presse qui ne développe qu'un seul produit et qui fait tout pour que ce produit soit le meilleur. C'est ce que les éditeurs romands ont du mal à admettre.

Concernant le capital humain, il est certain que la profession évolue. Il y a d'abord un désir d'établissement et de vie de famille de plus en plus grand. Ce désir est légitime, mais il a des conséquences sur la profession qui réclame une certaine souplesse, tant en ce qui

«Les bénéfices d'un journal doivent être réinvestis dans une véritable amélioration du journal.»

concerne les horaires que le lieu de résidence. On nous a eus pendant longtemps avec des discours sur l'apostolat du journalisme et des salaires de misère; cette époque est heureusement pratiquement révolue, mais on est en train de tomber dans l'excès contraire. Les gens veulent à tout prix rentrer chez eux une fois leurs heures faites, même s'il y a une enquête à compléter, et ils n'ont plus la souplesse nécessaire pour aller s'installer à Zurich ou à l'étranger.

C'est un problème. Mais ce qui m'inquiète davantage, c'est qu'il y a de plus en plus de journalistes qui lisent très peu, qui ne s'intéressent plus guère à la culture et ne cherchent plus à se cultiver. Et il y a de moins en moins à la rédaction de ces vastes bagarres où l'on refaisait le monde avant d'écrire un article.

— *La presse est de plus en plus l'objet*

de mesures d'intimidation sur le plan judiciaire. Pensez-vous qu'il s'agisse d'une évolution ou simplement de problèmes conjoncturels?

— Je pense que la presse ne voulant plus jouer le simple rôle de chambre d'enregistrement, mais désirant faire des enquêtes, de l'investigation sur des sujets difficiles, dérange effectivement et suscite une certaine peur. Il n'est donc pas étonnant qu'elle provoque des contre-feu sur le plan légal. Je crois que nous serons de plus en plus sous la menace de personnes qui ne veulent pas que la presse s'occupe d'un certain nombre de choses. D'où la nécessité d'un apprentissage très sévère pour les stagiaires et d'un renforcement du rôle de la rédaction en chef, qui doit avoir les moyens techniques et en personnel de contrôler le contenu du journal, non pas pour faire de la censure, mais pour en assurer la qualité professionnelle. Il s'agit aussi de ne pas lancer n'importe quoi sur n'importe quoi: l'exercice de la liberté de l'information nécessite une responsabilité accrue de la part des journalistes et des éditeurs.

— *Lorsque vous quitterez la rédaction en chef de La Liberté, vous continuerez à collaborer à ce journal — et à d'autres; en quoi consistera votre travail?*

— Les journaux, la radio et la télévision ont de plus en plus de peine à recruter des correspondants disposés à aller s'installer en Suisse allemande. Cela me paraît aberrant: je considère que le journaliste devrait toujours avoir sa valise prête au coin du bureau. Nos correspondants sont d'autre part suroccupés, devant courir d'une conférence de presse à l'autre. Je souhaite donc traiter, depuis la Suisse allemande, des sujets pris en dehors des circuits de l'actualité quotidienne. Le terme qui correspond le mieux à mon activité future — qui n'est pas encore très clairement définie — est malheureusement anglais: *columnist*; je ne connais pas d'équivalent français. Je ne sais pas encore si je vais aller m'installer en un endroit précis en Suisse allemande, de préférence à l'écart des grands centres, ou au contraire si je vais rester basé à Fribourg et y faire des séjours prolongés, ce qui aurait l'avantage de me permettre de changer régulièrement d'endroit. ■